Extrait du Démocratie & Socialisme

http://www.democratie-socialisme.fr

Elections syndicales

Majorité confortée pour la FSU : 46,7%

- Social - Syndicats -

Date de mise en ligne : jeudi 1er janvier 2009

Démocratie & Socialisme

Les élections professionnelles qui se sont tenu le 2 décembre, la veille des prud'homales, concernaient quelques 469 000 agents de l'Etat, enseignants et personnels d'éducation et d'orientation du premier et du second degré public. Elles ont conforté la majorité de la FSU, tout en confirmant la dispersion syndicale dans ce secteur.

Alors que Xavier Darcos, ministre de l'éducation nationale, ironise régulièrement sur la ringardise des syndicats et leur « déconnection » avec la profession qu'ils représentent, ces élections ont vu une nette progression de la participation. Avec 62,6 % des inscrits participant au vote, le taux a progressé de deux points, dans un contexte général guère favorable et marqué par une baisse constante de la participation, qui est pour la première fois enrayée de façon significative.

Après les mobilisations importantes du 19 octobre et du 20 novembre dernier, c'est le signe que quelque chose est en train de se passer dans ce secteur traditionnellement mobilisé, mais qui avait pâti de l'échec du mouvement de 2003 sur les retraites.

Alors que les suppressions de postes s'accumulent d'années en années, qu'un modèle d'école « libérale », où chaque élève est renvoyé à une prétendue « responsabilité individuelle » face à l'échec, logique qui prend corps avec un projet de réforme des lycées très contesté par les professeurs, on est peut-être à la veille d'un véritable mouvement d'ampleur dans l'éducation.

C'est aussi la marque de l'intérêt d'une nouvelle génération d'enseignants pour le syndicalisme alors que des coups de boutoir sont donnés dans le paritarisme, forme spécifique de contrôle de la gestion des carrières des salariés mise en place lorsque l'on opta pour le statut plutôt que le contrat pour les fonctionnaires. Les résultats du vote des enseignants a confirmé les tendances lourdes des quinze dernières années.

La Fédération syndicale unitaire (FSU) arrive ainsi en tête avec 46,7 % des voix. Elle progresse légèrement et continue son chemin vers l'objectif de la majorité absolue.

La fédération, créée en 1993 suite à la scission de la FEN, montre qu'elle a définitivement passé le cap du départ de son syndicat des lycées professionnels, le SNETAA, en 2001, même si, dans ce secteur en déshérence syndicale, la FSU stagne autour des 11 % des voix. Chez les enseignants des écoles, en revanche, la messe est dite : la FSU progresse encore et, avec 47,1 % des voix, obtient désormais plus du double du résultat de l'UNSA (23,0 %), dont c'est pourtant le secteur privilégié, le Syndicat des enseignants UNSA étant directement issu du Syndicat national des instituteurs (SNI) de l'ex-FEN.

Dans le second degré, en revanche, les résultats se tassent. Avec 46,5 %, la FSU perd du terrain, essentiellement au profit de l'UNSA, qui reste cependant très minoritaire (8,1 %).

C'est ce secteur qui est le plus significatif de l'état particulier du paysage syndical enseignant. Le fait majoritaire y est net, mais s'érode lentement. L'écart entre la FSU, arrivée en tête, et la CFDT, seconde, est ainsi impressionnant, puisque celle-ci n'obtient que 10,1 % des voix. Derrière, cependant, la dispersion est nette : pas moins de six organisations s'échelonnent entre les 8 % de la CSEN (confédération « autonome », proche de la droite) et les 5,9 % de la CGT. Au niveau général, derrière la FSU, seule l'UNSA, avec 14,7 % des voix, dépasse les 10 %.

La CFDT recule encore, avec 8,9 % des voix. Derrière, on trouve FO, SUD-éducation, qui semble avoir trouvé un « palier » autour de 6 % des voix, la CSEN et la CGT qui, avec 4,3 % ferme la marche des organisations ayant une

Copyright © Démocratie & Socialisme

existence réelle dans l'ensemble du monde enseignant.

Cette stabilisation générale des tendances lourdes met plus que jamais la FSU face à des choix importants pour son avenir.

Majoritaire dans son secteur où elle n'a pas de partenaire syndical réellement à sa hauteur, confrontée à une dispersion syndicale qui peu à peu freine la dynamique de rassemblement autour d'elle, elle devra se poser rapidement la question de l'aboutissement de sa démarche unitaire au-delà de son champ de syndicalisation traditionnel, car ses tentatives d'implantation dans la fonction publique territoriale, et même dans l'ensemble des départements ministériels, n'a pas donné grand-chose.

Certains, en son sein, font entendre leur voix pour qu'elle s'inscrive dans une démarche d'unification syndicale et s'adresse en ce sens à la CGT. Comme toujours, les résultats de ces élections n'apporteront pas en euxmêmes une réponse simple à cette question.

Tout dépendra, finalement, des choix politiques que feront ses militants, face à leur destin syndical.

Daniel Marceau

Copyright © Démocratie & Socialisme